

ABONNEMENT.

Saumur : Un an... 30 fr. Six mois... 16. Trois mois... 8. Poste : Un an... 35 fr. Six mois... 18. Trois mois... 10.

L'ÉCHO SAUMUROIS

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

INSERTIONS.

Annonces, la ligne... 20 c. Réclames... 30. Faits divers... 75.

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées sans restitution dans ce dernier cas; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

On s'abonne :

A SAUMUR, Chez tous les Libraires; A PARIS, Chez MM. HAVAS-LAFFITE et Co, Place de la Bourse, 8.

On s'abonne :

A SAUMUR, Chez tous les Libraires; A PARIS, Chez MM. RICHARD et Co, Passage des Princes.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 95 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

3 Octobre 1874.

Elections du 4 octobre.

Candidats pour l'arrondissement de Saumur.

Conseil général.

Saumur (Nord-Est). — M. Ch. BRUAS, conseiller sortant. Montreuil-Bellay. — M. GIGOT, conseiller sortant. Vihiers. — M. Ch. HIRON, conseiller sortant.

Conseil d'arrondissement.

Saumur (Sud). — MM. LAMBERT-LESAGE et EDOUARD GIRARD. Saumur (Nord-Ouest). — M. HARAN. Gennes. — M. D'ACHON. Doué. — M. GUIONIS-JOUBERT.

Les concurrents aux conseillers sortants sont, pour le Conseil général, MM. LECOQ, J. ECOT et PETON.

LES DÉSERTEURS.

Vous croyez peut-être que c'est fini? allons donc! Non content de crier la victoire qu'on leur a faite, ils la boivent, ils s'en grisent et ils se roulent pêle-mêle, le Siècle, le Rappel, le Bien public et la République française, dans leur pauvre petit triomphe.

Toutes les têtes du radicalisme tournent, toutes ses jambes flageolent et tous ses nez s'illuminent. Ce n'est pas un chant de triomphe, c'est un charivari démagogique. En attendant ces fifres grinçants, ces flûtes asthmatiques, ces joyeux triangles et ces grosses caisses crevées, on se croirait à une reprise de la foire de Saint-Cloud qui vient de finir.

Apparences trompeuses! ils ne cherchent qu'à donner le change aux autres et, peut-être, qu'à s'étourdir eux-mêmes. Ces gens si heureux sont désolés et ces républicains si fiers tremblent dans leur peau. Ils perdent l'haleine en avançant d'un pas, et leur inquiétude s'accroît avec ce succès d'un jour, d'une fois, qu'ils n'ont pas remporté sur nous, mais ramassé, en quelque sorte, aux pieds d'un parti qui n'a pas voulu nous suivre.

Qu'importe! au moment où ils se croiront arrivés, ils trouveront le chemin bouché et une voix leur criera toujours : Arrêtez-vous!

Ils ne parviendront jamais à leur terme, semblables à ces pauvres voyageurs dont parle Rousseau, qui, s'engageant dans les Alpes, pensent les franchir à chaque montagne, et quand ils sont au sommet, trouvent devant eux de plus hautes montagnes qu'ils ne franchiront jamais.

Ces justes craintes n'empêchent pas les radicaux d'être joyeux et reconnaissants.

L'autre matin, entre deux verres de petit bleu, une feuille démagogique s'avance, en titubant, au-devant des légitimistes et les félicite, en style de barrières, d'avoir dédaigné de figurer en tiers dans l'intrigue nouée entre l'orléanisme et le parti de Sedan.

C'est bien fait pour les légitimistes qui ont mérité ces félicitations.

Où! les républicains leur doivent leur mince et bruyant triomphe!

Où! les légitimistes ont déserté un instant le grand parti de l'ordre, se bouchant les oreilles et ne voulant pas entendre les voix patriotiques qui leur répétaient : « La France n'est pas plus à Frohsdorf qu'elle n'est à Chislehurst; la France est en France! »

C'est en vain qu'on a cherché leurs panaches blancs dans la grande mêlée; on ne les a point vus sur le chemin du sacrifice et du combat.

Un instant ils se sont détournés de cette France que leurs rois, que nos rois ont faite et illustrée, et ces hommes si chevaleresques et si vaillants qui, hier encore, versaient leur sang pour la patrie, refusent aujourd'hui de donner leurs voix au pays.

Pourquoi n'ont-ils pas fait pour l'ordre menacé, pour la société en péril, ce qu'ils firent jadis pour la patrie en danger?

N'ont-ils pas, il y a quatre ans à peine, surmonté leurs dégoûts, ajourné leurs préférences, bravé la honte, pour obéir au commandement suprême du dictateur de renfoncer qui n'a su que l'affaiblir et le déshonorer?

Mais la patrie était là! Où donc est-elle aujourd'hui? Les radicaux sont-ils moins redoutables que la Prusse, et l'irruption républicaine moins terrible que l'invasion étrangère?

L'une nous a pris deux chères provinces que nous avons pleurées, non comme des morts qu'on ne doit plus revoir, mais comme des absents qui reviendront.

L'autre menace tout, notre vie même et notre honneur.

Quand ils combattaient avec tant d'héroïsme sur les rives de la Loire, les légitimistes s'inquiétaient peu du drapeau qui flottait sur leurs têtes et des voix qui les commandaient.

Aujourd'hui, dans ce même pays témoin de leur bravoure et de leur dévouement à la patrie, ils jettent leurs armes pour des rivalités mesquines, et abandonnent le champ de bataille.

Après avoir causé le triomphe facile de l'ennemi commun, ils demeurent plus vaincus que s'ils avaient participé à nos efforts et partagé notre défaite.

Quant à nous, qui avons lutté jusqu'à la dernière heure, nous avons le droit de leur dire avec toute la fierté du devoir accompli :

- « Nous avons été vaincus à Angers, et vous n'y étiez pas. »
« Gentilshommes, vous avez dédaigné de vous montrer citoyens, et légitimistes vous n'êtes plus des conservateurs. »
« Notre échec n'est rien; votre défection d'un jour est beaucoup; mais nous réparerons l'un comme vous ferez oublier l'autre, car il ne faudra pas que vous, si braves, si chevaleresques et si loyaux, renversant un jour les grandes paroles de François Ier après le désastre de Pavie, vous ayez à vous écrier :

« Rien n'est perdu, fors l'honneur! »

(Paris-Journal.) FULBERT DUMONTEIL.

COMMISSION DE PERMANENCE.

La dernière séance de la Commission de permanence a été encore moins intéressante, s'il est possible, que les précédentes.

Le reste, il apparaît, au ton des demandes et des réponses, que cette lassitude dont le pays fait visiblement profession en matière politique, s'étend à ceux qui ont la spécialité de ces questions.

On avait annoncé, comme pour piquer la curiosité publique, que la gauche, réunie ad hoc dans ses comices de la rue de la Sourdière, avait préparé une série de questions sur lesquelles on gardait un silence solennel. Si l'on gardait le silence, c'est qu'on n'avait rien à dire.

M. de Mahy qui parle rarement à la Chambre, mais qui est le boute-en-train de la Commission de permanence, a plaidé la cause de deux journaux niçois suspendus ou supprimés — nous ne savons au juste. Le ministre a répondu que ces deux journaux avaient publié des articles séparatistes. M. de Mahy a repris la parole pour demander si le drapeau français flottant sur la Préfecture de Nice avait été enlevé, et si M. le préfet des Alpes-Maritimes avait été rendre visite au prisonnier de l'île Sainte-Marguerite.

Le préfet a, en effet, accompagné une dame dans l'île, il y a rencontré M. Bazaine politesse, voilà tout; quant à l'histoire du drapeau, dont il n'a pas été question à Paris que nous sachions, une enquête est commencée. M. Picard relayant M. de Mahy a parlé de quelques faits de pression électorale en Maine-et-Loire; M. Tailhand a répondu que si des faits répréhensibles étaient signalés, il poursuivrait. — M. Picard n'a pas insisté.

M. de Mahy a repris le crachoir pour demander des explications sur la suppression des chambres de Vaucluse et sur les conférences ouvrières de M. de Mun, puis, après avoir un instant cédé la parole à M. Tirard, s'étonnant de ce que le Bulletin français ait rappelé aux populations que les élections aux conseils généraux ne devaient avoir raisonnablement aucun sens politique, il a recommencé avec intrépidité à causer sur les troubles de Périgueux et de Méze; M. de Mahy s'étonne qu'on les ait réprimés « avec rigueur. »

Le ministre a vigoureusement pris le parti des gendarmes et des défenseurs de l'ordre. M. de Mahy a enfin cessé de parler.

M. de la Bouillèrie a touché un mot de l'Orénoque, mais M. Decazes, qui est un homme de beaucoup d'esprit, ne se trouvait pas à la séance, et M. Tailhand, qui supportait avec M. de Cumont le poids des interpellations, a déclaré qu'il n'avait pas étudié la question.

A cinq heures, les permanents se séparaient, et les foudres inoffensives de M. de Mahy rentraient dans la remise jusqu'au jeudi 15 octobre, jour du terme pour les loyers au-dessus de quatre cents francs.

Quand nous aurons ajouté que les bruits de modifications ministérielles, mis en circulation par quelques journaux, sont dénués de tout fondement, nous aurons épuisé toute la matière politique du moment. FRANCIS MAGNARD.

Chronique générale.

Les frères et amis ne sont pas seuls à se réjouir du succès de M. Maillé dans Maine-et-Loire.

chez M. Casimir Périer, en l'honneur de M. Adolphe Thiers. Un membre du conseil général de l'Isère, nommé M. Arnaud, ayant harangué l'ex-président de la République en termes religieusement pompeux et magnifiques, en a été récompensé par une longue réponse, qui a sans doute la prétention d'être une façon de manifeste.

L'autre jour, nous avions la lettre de M. Léon Gambetta; aujourd'hui, c'est le discours de M. Adolphe Thiers. Ce sont les rôles renversés : c'était précédemment M. Gambetta qui faisait les tournées, et cela se comprend, il est jeune et a le loisir de voyager sans fatigue. Mais M. Thiers étant sur ses vieux jours entré en service, la République le promène et le fait parler. C'est une âpre maîtresse qui sait se faire obéir de ses gens.

Donc M. Thiers devait parler, et il a parlé; seulement ses coreligionnaires trouveront peut-être in petto que son premier objet a été son propre panégyrique.

Il s'est étendu à son aise sur ses propres triomphes et sur ses titres à la reconnaissance du pays.

Ce qui paraîtra sans doute le plus étonnant dans ce plaidoyer, où il y a une apparence personnelle, c'est le témoignage que M. Thiers réclame de sa prétendue fidélité aux engagements pris spontanément par lui à Bordeaux. Nous avons eu occasion plus d'une fois, alors qu'il était au pouvoir, de citer les faits et les actes qui seront des preuves matérielles et décisives dans ce procès, où l'histoire ne manquera pas de condamner ce coupable et égoïste vieillard.

Tout est dit désormais sur cette personnalité inquiète, ambitieuse, brillante et malfaisante. Il est responsable non-seulement du mal dont il est l'auteur, mais aussi du bien qu'il a empêché. C'est sa remarquable et perfide science de l'intrigue qui a préparé, dès février 1874, ces équivoques où se sont usées et divisées toutes les bonnes volontés.

Il n'a pas suffi de le renverser pour que le détestable esprit dont il avait imprégné les sphères officielles disparût sans retour, et nous croyons qu'aujourd'hui moins que jamais il n'a lieu de songer à reparaitre sur les sommets politiques. Si le genre de République qu'il avait conçu pour son propre usage devait être temporairement acclimaté dans notre malheureux pays, ce sont les plagiaires formés à son école et par ses exemples qui en prendraient l'exploitation.

La loi sur l'organisation du service religieux dans l'armée de terre va être mise en vigueur.

Le Journal officiel publie à ce sujet un rapport adressé par M. le ministre de la guerre au maréchal-président, et proposant de fixer les traitements qui seront alloués aux aumôniers titulaires et auxiliaires.

Les discussions auxquelles cette loi a donné lieu ont provoqué nos observations. Si incomplète que nous paraîsse l'organisation de l'aumônerie militaire, nous nous réjouissons d'apprendre que la loi du 3 juin dernier va enfin être appliquée, et nous faisons des vœux pour que ses résultats répondent au moins en partie aux espérances qu'elle a fait naître.





